



La CGT  
des établissements  
d'Enseignement supérieur  
et de Recherche

Pour un Service public national  
d'Enseignement supérieur et de Recherche,  
laïque, démocratique et émancipateur

# Les assises de l'(auto-)financement des universités : du sang et des larmes...

26 mars 2026

À part le Ministre, tout le monde en France s'accorde à dire que la situation financière de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR) est catastrophique : la CGT FERC Sup bien sûr, comme le reste des syndicats de personnels, les syndicats d'étudiant-es, et jusqu'aux Président-es d'Université via leur association France Université.

Il y a bien sûr les déficits chroniques de plus de 80 % des universités, au point que les recteurs (chanceliers des universités) ne sont plus prêts à assumer la tutelle financière des universités qui enchaîneraient deux exercices comptables en déficit. Une menace qui était pourtant brandie dans les années 2010 ! Les fameux critères de « bonne santé » financière des établissements, établis au doigt mouillé par la techno-structure ministérielle, ont été révisés voilà trois ans pour camoufler la situation.

Il y a aussi le gel de postes de fonctionnaires, remplacés à tour de bras par des agent-es contractuel-les et des vacataires. Il y a bien sûr la paupérisation des agent-es qui ont perdu entre 550 € et 1900 € de salaire mensuel depuis 2000, des primes parmi les plus faibles de toute la Fonction publique, et jusqu'à l'État parjure qui préfère renier sa parole plutôt que de continuer à dérouler le protocole social de la loi de programmation de la recherche (LPR) qui devait permettre d'améliorer « l'attractivité » des carrières de l'ESR.

Il y a encore des bâtiments décatés, abîmés, parfois insalubres, faute d'entretien et d'investissements par l'État. D'après la Cour des comptes, ce serait 40 milliards d'€ qu'il faudrait pour rénover le patrimoine de l'ESR, tant celui-ci est dans un triste état.

Il y a enfin la fermeture de nombreuses formations, la suppression de places dans celles qui restent ouvertes, certain-es étudiant-es qui ne survivent que grâce à l'aide alimentaire déployée dans de nombreuses universités.

**Le Ministre est bien le seul à trouver que « ça n'est pas Zola ! ».**

Et c'est bien pour lui rappeler ces évidences que la CGT FERC Sup s'est rendue à la séance plénière des Assises.

**La CGT FERC Sup dénonce la manœuvre grossière d'un Ministre de l'ESR visant à minimiser un constat partagé afin de continuer à gaver d'aides sans contrepartie les grandes entreprises et les établissements d'enseignement supérieur privé à but lucratif.**

**La CGT FERC Sup exige de supprimer les 8 milliards d'€ annuels de Crédit Impôt Recherche (CIR) afin d'abonder le budget de l'ESR, et de réserver l'aide à l'apprentissage dans le supérieur aux seuls établissements publics d'enseignement supérieur.**

**La CGT FERC Sup dénonce la privatisation rampante que cherche à imposer le Ministre de l'ESR sous couvert de « modèle économique ».**

**En conséquence, la CGT FERC Sup appelle l'ensemble des personnels de l'ESR à la mobilisation à l'occasion de ce Printemps des Luttes.**

